

قال إنه أعطى تعليمة لوقف إنشاء الشبكات بمادة «البي في سي» والحديد.. نسيب: «إعادة تجهيز شبكة توزيع المياه في 40 ولاية لوقف التسربات»

المادتان اللتان أثبتتا مقاوتهما لكافة الظروف المناخية والتضاريس، بالإضافة إلى تسجيل نسبة شبه منعدمة للتسربات. وفي سياق آخر، أكد وزير الموارد المائية أن مياه الشرب التي يتم استغلالها من مياه البحر والمياه المستعملة هي معالجة بطريقة جد متطورة ومضمونة، ولا خوف على المواطنين من استهلاكها لمختلف احتياجاتهم، كما كشف المسؤول الأول عن قطاع الموارد المائية، أن مصالحه قد باشرت كافة الإجراءات الخاصة بخلق مليون هكتار من الأراضي المسقية الجديدة خاصة على مستوى الولايات الداخلية والهضاب العليا، وهو البرنامج الذي أمر به رئيس الجمهورية عبد العزيز بوتفليقة، بالشروع فيه خلال الخماسي الجاري.
أم البواقي: عبد الرحمن سامي

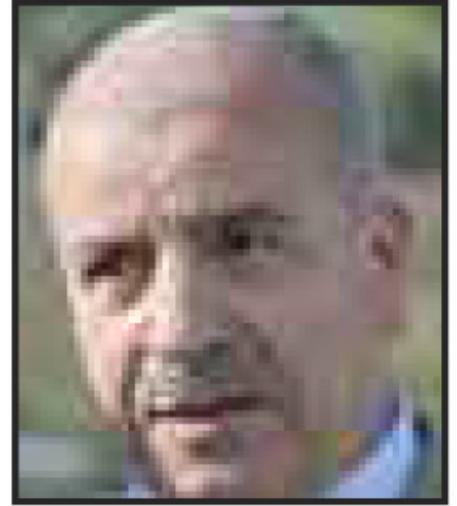
توزيع المياه على مستواها إلى 40 ولاية، وهذا للحد من تسربات المياه والتي تصل في غالب الأحيان إلى 40 من المائة، مؤكدا أن الوزارة تسعى من خلال هذا المشروع إلى الوصول لنسبة أقل من 20 من المائة في شبكة توزيع الجزائرية للمياه مطلع سنة 2020، وهي النسبة المعتمدة والمقبولة على المستوى الدولي. وفي سياق ذي صلة، كشف حسين نسيب، أنه أعطى تعليمات لكافة المصالح المكلفة بإنجاز شبكات توزيع المياه تقضي بوقف استعمال مادة الحديد والبلاستيك أو ما يعرف بـ«البي في سي» في كافة شبكات التوزيع على المستوى الوطني، وهذا لتفادي حدوث أية تسربات مستقبلا، مؤكدا أن كافة مشاريع إنجاز شبكات توزيع المياه في المستقبل ستكون عن طريق مادة «البي أس دي» ومادة «الضونت»، وهما

وضعت وزارة الموارد المائية برنامجا يخص 40 ولاية يقضي بإعادة تجهيز شبكة توزيع هذه المياه للحد من تسربات المياه التي تعاني منها هذه الشبكة، خاصة القديمة والتي يعود تاريخ إنجازها للمعهد الاستعماري والسنوات الأولى للاستقلال، بالإضافة إلى وقف كافة عمليات حفر الطرقات خاصة على مستوى كبرى المدن. وكشف وزير الموارد المائية، حسين نسيب، أمس خلال كلمة التي ألقاها على هامش زيارته لولاية أم البواقي، أن مصالح دائرته الوزارية باشرت أشغال إعادة تهيئة شبكة توزيع المياه في العديد من الولايات وعلى رأسها الولايات الكبرى، على غرار العاصمة ووهران وعنابة وقسنطينة، بالإضافة إلى إطلاق الدراسات بباقي الولايات الأخرى، ليصل عدد الولايات التي ستستفيد من مشروع إعادة تجهيز شبكة

Thank you for trying

LES 16 ET 17 MAI À ILLIZI **Travaux publics et ressources en eau vecteurs de développement**

Sous l'égide du ministre des Travaux publics, M. Abdelkader Kadi, et le ministre des Ressources en eau, M. Hocine Necib, le ministère des Travaux



publics et le ministère des Ressources en eau organisent, les 16 et 17 mai à Djanet, wilaya d'Illizi, une rencontre sous le thème «Travaux publics et ressources en eau, vecteurs de développement».

Thank you

TISSEMSILT

La wilaya mise sur l'investissement

Les responsables de la wilaya de Tissemsilt redoublent d'efforts pour intéresser les investisseurs potentiels en leur accordant diverses facilités et en garantissant le foncier nécessaire pour la concrétisation des projets, notamment dans les secteurs de l'industrie et de la transformation.

Dans ce cadre, le Comité d'assistance, de localisation, de promotion de l'investissement et de régulation foncière (Calpiref) a agréé durant la période allant du début de l'année 2014 au 1^{er} trimestre de l'année en cours, quelque 65 projets d'investissement, indique-t-on à la cellule de communication de la wilaya.

Ces projets ont trait à la construction, aux travaux publics, à l'agriculture, à l'industrie, aux services, aux matériaux de construction, à l'hydraulique, au commerce et au tourisme. Ils représentent un volume d'investissement de l'ordre de 7 milliards de DA permettant la création de 2.874 postes de travail permanents. Une surface globale de 64 hectares a été dégagée pour abriter ces projets, précise-t-on de même source. D'autre part, afin de mettre à la disposition des investisseurs un foncier industriel suffisant, les services de la wilaya ont enregistré un projet de création d'une zone industrielle près de la localité "Selmana", dans la commune de Laâyoune, non loin du réseau routier. La superficie prévue est de 300 hectares. La future zone industrielle devra abriter des unités versées dans divers créneaux, notamment les industries alimentaires de transformation. Selon la cellule de communication de la wilaya, les services concernés ont présenté un dossier afférant à l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière. Cette dernière devra le soumettre au conseil de gouvernement en



vue de son agrément. "Le dossier avance très bien", souligne-t-on de même source.

Une région et des atouts

Par ailleurs, les autorités de la wilaya, conformément aux instructions de la primature, proposera la création de trois ou quatre zones d'activités dans diverses régions comme Bordj Bounaâma et Boukaïd. Ces zones prendront en compte les spécificités de la région et l'investissement dans des créneaux faisant leur réputation. De même source, on indique que des travaux d'extension des deux zones

d'activités de Tissemsilt et de Sidi Mansour (Khemisti) seront lancés avant la fin de l'année en cours. Les travaux porteront sur la création de 108 nouveaux lots, le renforcement de l'éclairage public, la mise en place des différents réseaux (AEP, assainissement etc.), la réhabilitation des voies de communication et la construction d'un mur de clôture. D'autre part, pour inciter les investisseurs potentiels à venir s'installer à Tissemsilt, un site internet dédié à l'investissement a été lancé pour donner, entre autres, toutes les informations sur les caractéristiques et les

potentialités de la wilaya. En plus du gisement de baryte en exploitation, la wilaya recèle d'autres ressources minières (calcaire, argile, gypse, sable) qui offrent de nombreuses opportunités d'investissement, notamment dans la branche des matériaux de construction et le développement des PME-PMI.

La wilaya de Tissemsilt est à vocation agro-sylvatique, elle dispose d'une grande superficie agricole non exploitée et un cheptel fort de plus de 300.000 têtes ovines et bovines, selon les données de la direction locale de l'industrie et des mines. Des déliants et autres prospectus sur les opportunités d'investissement ont été confectionnés, mettant en exergue les avantages qu'offre la région dont l'existence de trois zones d'activités, la réalisation d'une double voie express, le projet de réalisation d'une ligne ferroviaire et l'existence de trois grandes centrales électriques à Tissemsilt, Theniet el Had et Bordj Bounaâma.

Il est à noter que les autorités de wilaya ont mis en place, en 2013, une commission locale regroupant plusieurs secteurs liés à l'investissement, chargée de suivre et d'accompagner les opérateurs ayant bénéficié de projets économiques dans la région. La wilaya de Tissemsilt compte trois zones d'activités au chef-lieu de wilaya, à Khemisti et Theniet El Had, totalisant 22 hectares répartis en 144 lots dont ont bénéficié 42 investisseurs.

Thank you

Tizi-Ouzou

Tizi-Ouzou : Plus de 220 millions de dinars pour préparer la saison estivale

■ Un montant de plus de 220 millions DA été mobilisé par l'Etat au profit des cinq communes côtières de la wilaya de Tizi-Ouzou, réparties sur les daïras de Tigzirt et d'Azeffoune, pour la préparation de la saison estivale, a-t-on appris du directeur local du tourisme et de l'artisanat.

Par Salem Kh.

Cette enveloppe, dont 170 millions DA ont été accordés au titre des plans communaux de développement (PCD) et 50 millions DA au titre de la Caisse de solidarité et de garantie de collectivités locales, est destinée, notamment, à la réalisation de travaux de bitumage des axes menant vers les plages, la réhabilitation de l'éclairage public, la réalisation des caniveaux d'assainissement, de structures pour les corps de la Gendarmerie et de la Sûreté nationales ainsi que la Protection civile, et l'acquisition de matériel dont des cribleuses, camions hydrocureurs et de moyens de collecte des déchets.

« Cette année, les communes côtières ont obtenu des sommes importantes et leurs demandes en PCD ont été toutes satisfaites. Elles sont donc appelées à mettre le paquet afin de réunir les meilleures conditions pour le bon déroulement de la saison estivale », a indiqué le même responsable. Des opérations de nettoyage des plages sont menées régulièrement depuis début mai courant par la DTA et



PH. A. D. R.

plus d'estivants dans la wilaya de Tizi-Ouzou où les plages sont adossées à de magnifiques et verdoyants massifs forestiers, offrant un décor exceptionnel aux estivants, la DTA a lancé une étude d'aménagement de 8 plages sur les 10 interdites à la baignade, afin de réduire la pression sur celles autorisées, et augmenter les capacités d'accueil au niveau du littoral local, a rappelé le même responsable.

S. Kh./APS

la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS) pour offrir aux vacanciers des plages propres.

« A l'ouverture de la saison estivale, le 1^{er} juin prochain, toutes les conditions seront réunies afin d'offrir aux visiteurs de la wilaya un cadre agréable et convivial pour passer leurs vacances », a-t-il ajouté.

S'agissant de la fréquentation des plages, plus de six millions

d'estivants sont attendus cette année sur les huit plages autorisées à la baignade au niveau du littoral de la wilaya de Tizi-Ouzou, a relevé Rachid Gheddouchi.

Le flux d'estivants prévisionnel devrait enregistrer une progression de l'ordre de 300 000 vacanciers, comparativement à la saison précédente où il avait été enregistré quelque 5,7 millions de visiteurs, a-t-il ajouté.

Les infrastructures d'accueil disponibles cette année pour recevoir ces visiteurs sont au nombre de 49 établissements répartis à travers toute la wilaya et qui totalisent 3 907 lits dont 2 405 lits au niveau du balnéaire.

« La réception, à Azeffoune, d'un chalet de 80 lits à permis d'augmenter la capacité d'accueil de la wilaya au niveau du balnéaire qui était de 2 325 lits en 2014 », a-t-il précisé. Pour attirer

Thank you

Barrage de Djorf Ettorba à Béchar

Lancement d'une campagne de nettoyage

■ Une campagne de nettoyage des déchets jonchant ou flottant au barrage de Djorf Ettorba (70 km au sud de Béchar) a été lancée par la direction locale du secteur de la pêche et des ressources halieutiques.

Cette opération, menée pour une semaine avec le concours des membres de l'association locale des pêcheurs et de la pêche continentale ainsi que des associations activant dans le domaine de la protection de l'environnement, intervient dans le sillage de la manifestation «Ports et barrages bleus» dont le coup d'envoi a été donné, samedi dernier à partir du port de Tamentfoust (Alger), par le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, a-t-on précisé. Des moyens matériels «conséquents» sont mobilisés pour le nettoyage des rives et du lac de cette retenue d'eau d'une capacité de stockage de 365 millions de mètres cubes, a-t-on fait savoir.

Le barrage de Djorf Ettorba, dont l'opération de nettoyage se déroule avec la contribution aussi des communes de Kenadza et Mridja ainsi que du secteur des ressources en eau, est l'une des zones humides de la wilaya de Béchar non encore classées au registre national des zones humides, a-t-on signalé.

Une importante faune et flore est inventoriée dans ce site naturel, où le secteur des sports a lancé récemment les travaux de réalisation d'une base nautique pour la promotion et le développement de différentes disciplines sportives aquatiques. Cette future structure, dont le coût de réalisation et d'équipement est de plus de 200 millions de dinars, sera utilisée comme lieu d'entraînement des équipes nationales appelées à prendre part aux compétitions internationales de sports aquatiques dans des eaux continentales. **R. R.**

Soda PDF

Gestion de l'eau

ADE et Sonatrach forment un groupe public pour gérer les usines de dessalement

Le partenariat entre l'Algérienne des eaux (ADE) et Sonatrach, lancé dans le cadre du développement des capacités de production d'eau dessalée, va prochainement donner naissance au groupe industriel public appelé Activité dessalement d'eau de mer (ADEM), chargé de la gestion du parc constitué de 13 stations de dessalement d'eau de mer, dont neuf sont déjà en exploitation produisant l'équivalent de 11% du volume total d'eau produite au niveau national.

PAR M'HAMED REBAH

Deux autres unités de dessalement devraient être mises en service durant le mois de mai en cours, apprend-on. Il s'agit de la station de Ténès et celle de Maktaa (Oran). C'est le directeur général de l'ADE, Abdenour Aït Mansour, cité par l'APS, qui vient d'annoncer la décision de créer l'ADEM, prise par un conseil interministériel en décembre 2014. Selon la même source, le capital de l'ADEM sera détenu par l'ADE à hauteur de 66% et par Sonatrach à raison de 34%. Le programme de dessalement de l'eau de mer porte sur 30 stations monobloc et 13 grandes stations en vue de produire 2,26 millions de m³/j d'eau dessalée d'ici 2019. Aux 13 grandes stations sont venues s'ajouter deux projets de nouvelles unités d'une capacité de 100 000 m³/ jour chacune, qui se-

ront réalisées à El Tarf et à Béjaïa. Ce programme s'inscrit dans la nouvelle stratégie en matière de mobilisation des ressources en eau faisant appel aux ressources non conventionnelles. Il a été décidé en octobre 2003, pour faire face à la pénurie d'eau persistante. A l'époque, la situation des ressources hydriques avait fait de l'eau un problème de sécurité nationale et il a été traité comme tel. L'enjeu était à la fois l'approvisionnement en eau potable des populations, dont les principales concentrations se trouvent sur la bande littorale et l'irrigation des cultures agricoles qui entrent dans la stratégie de sécurité alimentaire. Les caractéristiques naturelles de l'Algérie auxquelles s'ajoute l'impact du changement climatique font que notre pays se trouve dans une situation de rareté de la ressource en eau. Depuis quelques semaines, l'absence prolongée de



pluies et la chaleur précoce le confirment. La mobilisation de la ressource-eau pour la distribuer aux ménages et aux activités économiques, essentiellement l'agriculture, mais aussi l'industrie, est une des grandes priorités du gouvernement.

La « division du travail » entre ADE (qui distribue l'eau dessalée) et Sonatrach (qui la paie) est justifiée par le fait que, dans ce créneau pourtant très rentable, le marché ne pouvant pas garantir un profit rapide et sans risque, l'Etat place un « filet de sécurité » à travers un opérateur, Sonatrach, indiscutable dans sa solvabilité et qui s'engage à acheter l'eau produite par

les sociétés étrangères privées qui exploitent actuellement les unités de dessalement qu'elles ont construites. Les spécialistes ont calculé que 27,3% de notre eau proviendra du dessalement. Ils nous font constater également que la construction d'une usine de dessalement comporte autant d'obstacles que celle d'un barrage, car il s'agit de trouver un terrain en zone urbanisée sur le littoral, transporter cette eau ensuite vers d'autres lieux de consommation, parfois lointains, et sur un relief accidenté et, enfin, la consommation d'énergie que nécessite le fonctionnement de ces installations n'est pas à négliger. ■

Thank